

La récente chronique de Jean Pisani-Ferry nous pousse à réagir collectivement, en tant que membres de la Société francophone d'économie écologique (SoFEE). Écrire que la décroissance est un concept flou, qu'elle n'a « macro-économiquement pas de sens clair » au lendemain de [la clôture de la conférence](#) internationale organisée conjointement par la Société internationale d'économie écologique (ISEE) et par le réseau international de la décroissance (IDN), revient à fermer délibérément les yeux sur des décennies de recherche et des centaines d'articles scientifiques publiés sur le sujet. Dire que la décroissance ne propose pas de « meilleure mesure de la performance économique » que le PIB et ses dérivés, c'est passer à côté du propos de ce mouvement qui ne réduit pas la question de la mesure à un choix purement technique et entend remettre au centre du débat les finalités de l'activité économique : assurer un bien vivre collectif, qui ne se fasse pas aux dépens de l'environnement, des plus pauvres ou des générations futures.

Il n'y a pas « une » théorie macroéconomique derrière la notion de décroissance, mais une diversité d'équipes de recherche qui échangent et renforcent les assises théoriques de cette nouvelle forme de modèle économique. Un pan entier de ces recherches est dédié à la [modélisation macroéconomique](#) de ce que serait « une transformation planifiée et démocratique du système économique afin de réduire radicalement l'impact écologique et les inégalités et d'améliorer le bien-être » pour reprendre la [définition commune](#) la plus récente de la décroissance. Certes, il reste du travail pour penser notamment les relations entre pays des Nord et des Suds. Certes, il n'y a pas un système clef en main dont l'algorithme bien huilé pourrait être implémenté du jour au lendemain. Mais, dans les années 1960, Friedman, Hayek et les sociétaires du Mont-Pèlerin avaient-ils autre chose que des théories dont l'actualité nous rappelle constamment les défaillances ?

Par ailleurs, les responsables politiques sont-ils prêts à s'emparer d'une théorie macroéconomique réellement écologique ? Les économistes aux discours considérés comme légitimes par ces responsables sont-ils prêts eux aussi à reconsidérer leurs approches, fondées sur la possibilité de compenser du capital environnemental par du capital économique et de traiter des conséquences écologiques irréversibles comme de simples externalités environnementales et sociales qu'il suffirait de monétiser ? Nous pouvons en douter lorsque l'on constate les tirs de barrage essayés à chaque fois qu'un modèle alternatif au statu quo néolibéral extractiviste et socialement délétère fait une timide apparition dans l'espace médiatique.

Les améliorations du PIB comme le produit intérieur net ajusté (PINA) signalent une prise de conscience louable, quoique tardive, de réalités biophysiques auxquelles l'économie n'échappe pas. Mais se satisfaire de la progression du PINA, quand on sait que les [émissions de carbone](#) incorporées dans la consommation importée des Français croissent dans le même temps, et que ces consommations sont dépendantes des matériaux et ressources énergétiques de pays exploités est déraisonnable. C'est l'un des [résultats majeurs de la macroéconomie écologique](#) que de montrer que les pays aux revenus les plus élevés doivent une part de leur développement à l'extraction des ressources et de la force de travail des Suds.

Difficile dès lors de croire qu'une évaluation des politiques publiques à l'aune de la double référence au PIB et au PINA, comme proposé par Jean Pisani-Ferry, suffirait à trancher les débats entre tenants de la croissance et tenants de la décroissance. Comme si ce nouvel indicateur, qui réduit les questions environnementales aux émissions de CO₂ et les traduit en des coûts supplémentaires, permettait de prendre la pleine mesure des pollutions chimiques, de l'érosion de la biodiversité, de l'artificialisation des sols, de la dégradation des cycles de l'eau, de l'azote, et du phosphore que génère notre modèle économique actuel. Comme s'il pouvait s'ériger au-dessus des nombreuses incertitudes et débats qui entourent les évaluations environnementales¹ et pouvait à lui seul faire bouger les lignes. Car des métriques alternatives qui rendent compte des pressions anthropiques sur la planète et du bien-être humain, nous n'en manquons pas ! Certes, il n'est alors plus question de performance économique pour elle-même, mais de la performance de l'économie à répondre aux besoins de la société sans saper ses fondations écologiques.

Les crises s'avèrent souvent des moments clé de la recomposition des compromis institutionnalisés. Ainsi le compromis d'après-guerre a subi une profonde reconfiguration pendant les crises des années 1970. Les politiques économiques qui lui ont succédé, portées par des gouvernements de « droite » comme de « gauche », ont précipité le délitement du rapport salarial et la délocalisation des activités pour pousser la croissance du PIB, dont les fruits ont été concentrés entre quelques mains seulement. Maintenant que le gâteau ne grossit plus ou si peu, la question centrale devient celle de sa répartition, question à laquelle le modèle économique actuel répond par une fuite en avant inégalitaire et environnementalement insoutenable. L'enjeu réside donc bien davantage dans le courage politique de réorienter les pratiques selon de nouvelles boussoles, que dans la recherche d'un nouveau Graal pour mesurer la croissance.

La proposition même d'un indicateur en remplacement ou complément du PIB témoigne de l'enfermement dans un même logiciel de réflexion où l'indicateur devient le but recherché et où est esquivée toute remise en question profonde du modèle économique actuel. Ne serait-il pas plus pertinent de se poser la question de savoir si, pourquoi, vers quoi et pour qui le PINA devrait-il continuer de croître indéfiniment dans un monde fini ?

¹ Le coût social du carbone étant l'un des sujets les plus débattus avec des évaluations extrêmement variables

Signataires :

Sandrine Allain, chercheure INRAE, co-présidente de la Société Francophone d'Économie Écologique (SoFEE)

Tom Bauler, Professeur en Économie écologique, Université Libre de Bruxelles, co-président de la Société Francophone d'Économie Écologique (SoFEE)

Arnaud Buchs, professeur des universités (UGA-Pacte), co-secrétaire de la Société Francophone d'Économie Écologique (SoFEE)

Coralie Calvet, chercheuse en économie écologique (UMR SENS-MRM), co-trésorière de la Société Francophone d'Économie Écologique (SoFEE)

Iratxe Calvo-Mendieta, maîtresse de conférences, Université du Littoral-Côte d'Opale (ULCO), membre du CA de la Société Francophone d'Économie Écologique (SoFEE)

Agnès Labrousse, professeure d'économie à Sciences Po Lyon (Triangle) et membre du CA la SoFEE

Nicolas Laurence, Post-doctorant (Sciences Po Grenoble - UGA), membre du CA de la SoFEE

Sarah Paquet, doctorante IRD, co-secrétaire de la Société Francophone d'Économie Écologique (SoFEE)

Olivier Petit, maître de conférences en économie à l'université d'Artois et chercheur au Clersé (Université de Lille-CNRS), membre du CA de la SoFEE.

Adam Poupard, doctorant Université Paris Nanterre & Muséum National d'Histoire Naturelle

Stanislas Rigal, Post-doctorant (INRAE)